

**DÉLIBÉRATION n°2022-86**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 7 décembre 2022**

Convention pour l'organisation de l'examen commun d'entrée en première année  
entre les IEP d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye,  
Strasbourg et Toulouse – 2023

**Le Conseil d'Administration,**

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études  
politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une  
université,

Considérant qu'il est désormais possible d'adopter une convention pluriannuelle,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article 1**

La convention 2023 pour l'organisation du concours commun est adoptée.

**Article 2**

Le Directeur de l'IEP de Rennes est chargé de signer les documents d'exécution  
afférents.

Membres en exercice : 29 membres  
Membres présents ou représentés :       membres

Votes : Refus de participer au vote :  
Abstention :

Contre :  
Pour : 21

Délibération :       **adoptée.**       refusée.

Le 7 décembre 2022

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LE JOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Convention CCIA 2023 (12 pages)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

## CONVENTION

pour l'organisation de l'admission en première année entre les Instituts d'études politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse

Unis par une tradition commune de transdisciplinarité, d'ouverture et d'internationalisation propre aux Instituts d'études politiques, et soucieux :

- d'accroître la chance des bacheliers d'intégrer un des sept Instituts d'Etudes Politiques en leur offrant la possibilité de préparer un seul concours d'entrée – aussi appelé « le concours commun » ;
- de rendre ainsi plus démocratique l'accès à leurs établissements, en réduisant les coûts du concours et en homogénéisant les épreuves ;
- de faciliter les démarches des candidats, en se situant dans une logique d'aménagement du territoire national ;
- et de renforcer leur coopération en vue d'offrir une meilleure lisibilité nationale et internationale de leurs formations ;

les Instituts d'études politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse, représentés par :

Rostane MEHDI, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence,

Pierre MATHIOT, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille,

Hélène SURREL, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon,

Pablo DIAZ, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes,

Céline BRACONNIER, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Saint-Germain-en-Laye,

Jean-Philippe HEURTIN, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg,

Eric DARRAS, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article 1 - Objet

Pour l'accès à la première année du diplôme de l'un des Instituts politiques liés par la présente convention, il est créé une procédure d'admission comprenant la prise en compte de notes du lycée issues de Parcoursup et de 3 épreuves écrites, couramment désigné « le concours commun », en application de l'article D741-11 du code de l'éducation.

Les modalités d'inscription, d'organisation, de déroulement de l'admission ainsi que la nature et le programme des épreuves sont définies dans un règlement approuvé par le conseil d'administration de chacun des Instituts.

## **Article 2 : Nombre de places offertes**

Chaque Institut d'Etudes Politiques fixe annuellement le nombre de places qu'il offre pour cette procédure d'admission et reste libre de maintenir ou de créer des voies de recrutements spécifiques parallèles dans la limite de 10% de l'effectif total de sa promotion de première année, pour ce qui concerne le cursus général.

## **Article 3 : Les centres d'examen**

Chaque Institut d'Etudes Politiques partenaire constitue un centre d'examen mutualisé responsable de l'organisation des épreuves pour l'ensemble des candidats qui lui sont affectés, dans la mesure du possible le plus proche du lieu de résidence du candidat renseigné dans Parcoursup, et dans la limite des capacités d'accueil.

Des centres d'examen délocalisés sont ouverts en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à la Réunion, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

On appelle Réseau Sc Po la réunion des 7 établissements partenaires pour l'organisation du concours.

Les directeurs des Sciences Po du réseau sont nommés responsables du centre d'examen que constitue leur établissement et d'un ou de plusieurs centres d'examen délocalisés qui y sont rattachés, par arrêté signé du Président. En cas de déport, cette responsabilité est assurée par leur représentant.e nommé.e.

Des centres d'examen pourront être ouverts pour les candidats des lycées français de l'étranger et les candidats locaux. La liste sera établie par convention avec les établissements ou leur représentant.

## **Article 4 : Conception des épreuves**

Le concours commun sera composé des mêmes épreuves, évaluées selon les mêmes barèmes et les mêmes grilles de correction.

Les sujets de Questions Contemporaines et Histoire, accompagnés de leur grille et barèmes de correction, sont élaborés par l'Institut d'études politiques assurant la présidence du concours commun de l'année et les sujets de langues vivantes sont élaborés par l'Institut d'études politiques ayant la présidence du concours commun l'année suivante, conformément à un calendrier prévisionnel validé par les directeurs des Instituts d'Etudes Politiques partenaires en début d'année universitaire.

## **Article 5 : Le jury**

Le jury du concours commun est nommé par arrêté conjoint des directeurs et directrices des Instituts d'Etudes Politiques partenaires. Le jury du concours commun est constitué des directeurs de ces établissements, ou de leurs représentants en cas de déport. Il est présidé à tour de rôle par le directeur d'un des établissements partenaires, conformément au calendrier adopté en début d'année universitaire par les directeurs.

En cas d'empêchement, un directeur peut être représenté par la personne qu'il aura désignée. Le jury valide le choix des sujets du concours et proclame les résultats après délibération commune.

Le jury peut se réunir en présentiel ou par visio-conférence.

## **Article 6 : Modalités de correction**

Les correcteurs sont recrutés par chaque établissement et corrigent les copies de leur centre d'examen. Les directeurs et directrices des études assurent la coordination des équipes locales de correcteurs et veillent au respect des critères de notation.

## Article 7 : L'organisation du concours

Le CODIR réunit les directeurs et directrices des 7 Sciences Po du réseau. Il permet de traiter l'ensemble des questions politiques, statutaires et/ou stratégiques. Il fixe, ainsi, les priorités du programme de travail annuel et arrête les décisions afférentes à l'organisation générale du concours.

Le COPIL CONCOURS pilote l'organisation administrative, informatique et logistique du concours dans ces différentes phases. Il réunit les personnels en charge de la gestion du concours dans les différents établissements du réseau.

Le COPIL COM réunit les chargés de communication, prépare, organise et gère l'ensemble des événements et supports de communication destinés à la promotion du concours (salons, campagnes d'informations...).

Le groupe des DGS rassemble les directeurs généraux des services et secrétaires généraux, il se réunit lorsqu'un besoin de validation d'un sujet technique ou précis est nécessaire. Il éclaire les directeurs sur les implications financières des décisions. Il assure la cohérence dans la mise en œuvre des décisions arrêtées par le CODIR.

Une coordinatrice Réseau dont les missions sont la coordination, structuration et mise en œuvre des projets et de l'ensemble des actions communes du réseau, assure le suivi des différents projets et des travaux des comités de pilotage.

Elle assiste aux réunions de ces Copil, prépare les ordres du jour, anime les réunions, rédige les comptes- rendus et fait le lien entre les différents groupes évoqués.

L'établissement dont le directeur est nommé président du jury du concours désigne au sein de son établissement des personnes référentes dans chacun des groupes susnommés. Les responsables concours, communication et le secrétaire général de cet établissement sont, en appui de la coordinatrice réseau, les référents dans leurs champs respectifs.

Un plan de travail sur chacun des COPIL est établi, en début d'exercice, et adossé à un calendrier.

Le Président du concours ouvre les sessions des groupes directeurs, communication et concours. Il explicite les différentes tâches et missions confiées, valide le calendrier et rend les arbitrages nécessaires.

La coordinatrice et, lorsque cela est nécessaire, les responsables communication et concours sont tout au long de l'année porteurs des différents travaux assignés au COPIL.

Chacun des DGS identifie dans son établissement les agents dédiés au travail en COPIL et la prise en compte de celui-ci dans leur charge globale.

Le nombre et la périodicité des réunions réseau sont ajustés aux activités et calendriers associés.

Tout projet développé par le réseau se décline sur le même mode d'organisation fonctionnel.

La coordination des opérations informatiques liées au concours est placée sous la responsabilité du Service Informatique d'un Institut d'Etudes Politiques qui réalise, à la demande du président du jury, un compte-rendu régulier des actions menées au service du réseau. Les dépenses et recettes liées à cette activité donnent lieu à une convention entre les 7 Sciences Po du réseau.

### **Article 8 : Dispositions financières**

Les Instituts d'études politiques partenaires se répartissent l'intégralité des coûts engendrés par l'organisation du concours commun et sa publicité selon une clé de gestion égalitaire.

Le tarif d'inscription au concours commun est identique. Il est pratiqué un tarif distinct entre les candidats boursiers et les non-boursiers, précisé dans le Règlement des épreuves du concours annuel.

L'inscription au concours est réglée par les candidats directement via la plateforme PARCOURSUP. L'Institut qui assure la présidence du concours est destinataire des paiements ainsi effectués. Une péréquation est ensuite établie entre les différents Instituts d'études politiques en fonction de leurs dépenses et recettes respectives. Cette répartition donne lieu à des versements qui interviennent avant la fin de l'année d'exercice budgétaire en cours.

La nature des dépenses prises en compte dans ce calcul est établie en annexe de cette convention.

### **Article 9 : Evaluation du dispositif et réajustement**

Une transformation des épreuves de sélection organisées sera réalisée en cas de situation sanitaire dégradée ou difficile. Ces nouvelles modalités devront être mises en œuvre en respectant le calendrier imposé par Parcoursup et en conformité avec les règles applicables aux concours et examens et adoptées dans les instances des établissements dans les délais requis.

Si le concours commun écrit pour accéder en 1ère année des 7 Sciences Po du Réseau ScPo ne pouvait se dérouler dans les conditions prévues, l'admission serait alors décidée en prenant en compte un certain nombre de résultats scolaires obtenus en classes de Première et de Terminale par les candidates et les candidats, et disponibles sur Parcoursup.

L'admission pourra également donner lieu à la prise en compte de pièces complémentaires et/ou d'exercices additionnels réalisés à distance et portant sur les matières et les programmes du concours.

Le CODIR du réseau établira avant le 31 octobre 2023 un bilan pédagogique, financier, administratif et technique du concours commun en vue de procéder aux réajustements nécessaires.

La présente convention sera, le cas échéant, modifiée par avenant. Tout Institut d'Etudes Politiques a la possibilité, s'il le souhaite, de se retirer de l'organisation du concours commun, pourvu qu'il fasse connaître sa décision à ses partenaires avant le 15 juillet de l'année antérieure au concours concerné. Avant la même date, les Instituts d'études politiques signataires statuent à l'unanimité sur toute demande de participation au concours commun présenté par un autre Institut d'Etudes Politiques.

### **Article 10 : Durée de la convention**

La présente convention est valable pour un an et prend effet à compter de la date de signature de la dernière des parties.

Fait en sept exemplaires,

## ANNEXE 1 – NATURE DES DEPENSES PORTEES AU BILAN FINANCIER DU CONCOURS COMMUN

Location salles examen et frais d'organisation AEFE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Location des salles d'examen pour un montant maximal de 40.000€. Au-delà de 40.000€, chaque Sciences Po devra supporter le surcoût.</li> <li>• Assurance</li> <li>• Protection civile</li> <li>• Location véhicule</li> <li>• Prise en charge des frais d'organisation des concours dans lycées AEFE (selon convention)</li> </ul>
Frais de personnel de surveillance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement des surveillants avec les charges : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Vacataires (étudiants et retraités : payés au SMIC ; Plafond de 12h/pers) ;</li> <li>○ Personnel de l'IEP : tarif horaire pour les surveillances, selon la réglementation en vigueur ;</li> <li>○ Pas de majoration pour les agents surveillant les tiers temps.</li> </ul> </li> <li>• Repas/boissons pour les surveillants &gt;&gt; un tarif de repas au tarif réglementaire en vigueur.</li> </ul>
Frais de conception sujets (avec correction)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement des concepteurs des sujets avec les charges</li> <li>• 1 sujet + 1 corrigé = 6 heures « travaux dirigés » (au taux horaire fixé par l'arrêté du 6 novembre 1989 fixant les taux de rémunération des heures complémentaires)</li> </ul>
Frais de correction de copies	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement des correcteurs (brut) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 6.75€ la copie de Questions Contemporaines et Histoire – 4.90€ la copie de Langue vivante,</li> </ul> </li> </ul> <p>En application de l'article 7 de l'arrêté du 9 août 2012 fixant la rémunération des intervenants participant à titre d'activité accessoire à des activités de formation et de fonctionnement de jurys relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Frais d'envoi / réception des copies (sites délocalisés)</li> </ul>
Frais de mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frais de déplacement/hébergement/frais de mission des Directeurs + membres des Copil + agents mobilisés sur l'organisation du concours.</li> </ul>
Coût des campagnes de communication / pub. conjointes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de communication établies en respect du budget prévisionnel de communication validé par le Codir.</li> <li>• Ajout éventuel de frais de livraison supplémentaires</li> </ul>
Dépenses informatiques (matériel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenance lecteur optique Achat matériel</li> <li>• Paybox (abonnement, commissions)</li> <li>• Ligne numéro vert (ligne, communications)</li> </ul>
Dépenses de personnel excédant le fonctionnement de base	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Heures supplémentaires webmestre du site vitrine <a href="http://www.reseau-scpo.fr">www.reseau-scpo.fr</a></li> <li>• Prime annuelle pour le responsable concours de l'Institut d'études politiques en charge de la présidence du jury</li> <li>• Prime annuelle pour le responsable de communication de l'Institut d'études politiques en charge de la présidence du jury</li> </ul>
Matériel pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Copies / intercalaires / brouillons / étiquettes</u> : Forfait 2 € / candidat pour la journée</li> <li>• Reprographie</li> <li>• Ne pas inclure les petites fournitures (scotch, marqueurs, enveloppes, stylos....)</li> </ul>

Rostane MEHDI,  
Directeur de l'Institut  
d'Etudes Politiques d'Aix-  
en-Provence

A..... le.....

Pierre MATHIOT,  
Directeur de l'Institut  
d'Etudes Politiques de Lille

A..... le.....



Hélène SURREL,  
Directrice de l'Institut  
d'Etudes Politiques de Lyon

A..... le.....

Pablo DIAZ,  
Directeur de l'Institut  
d'Etudes Politiques de  
Rennes

A..... le.....

Céline BRACONNIER,  
Directrice de l'Institut  
d'Etudes Politiques de  
Saint-Germain-en-Laye

A..... le.....

Jean-Philippe HEURTIN, A..... le.....  
Directeur de l'Institut  
d'Etudes Politiques de  
Strasbourg

Eric DARRAS,  
Directeur de l'Institut  
d'Etudes Politiques de  
Toulouse

A..... le.....